



Dans un ultimatum adressé à l'Elysée, Daesh menacerait la France d'un «bain de sang»

Un texte signé par des membres de Daesh, dont l'authenticité n'a pu être vérifiée, laisse sept jours à Emmanuel Macron pour obéir à ses demandes, promettant une nouvelle vague d'attentats sanglants dans le pays si le délai n'était pas respecté.

Signé par d'autoproclamés «soldats de l'Etat islamique en France», qui disent l'avoir envoyé à l'Elysée et à Matignon, un texte de huit pages posant un ultimatum est apparu sur [internet](#) le 30 mai.

Les auteurs y formulent huit demandes, adressées au gouvernement français auquel ils donnent sept jours pour répondre favorablement, sans quoi ils promettent un «bain de sang» dans le pays.

Parmi les revendications, on retrouve notamment «l'arrêt immédiat des bombardements français contre l'État islamique», «le retrait des troupes françaises de tous les pays musulmans», ou encore «la libération de tous les musulmans qui ont été emprisonnés pour avoir voulu quitter la France et émigrer vers l'Etat islamique».

Les policiers visés

«Les voitures piégées, les camions béliers élanés, les ceintures explosives activées, les tireurs embusqués, les engins explosifs improvisés... Tout ceci va devenir votre quotidien jusqu'à ce que vous vous soyez effondrés et que vous

appelez à la paix», menacent-ils, si l'Elysée ne répondait pas à leur ultimatum.

Dans un paragraphe, les auteurs s'adressent même directement aux forces de l'ordre : «Oh vous les policiers français, si vous continuez à obéir à votre gouvernement aveuglément, en opprimant aussi bien votre peuple que les musulmans, sachez que vos gilets pare-balles et vos pistolets ne vous suffiront pas face à nos Kalachnikov et nos ceintures d'explosifs.»

AK-47, balles et drapeau de Daesh

Le texte a été diffusé sur le site de partage de fichiers WeTransfer, accompagné d'une version audio et d'une image particulièrement menaçante.

Sur cette dernière, on voit les mots «Soldats du califat» écrits avec des balles, en dessous d'un AK-47 et d'un drapeau de Daesh. D'autres munitions entourent le titre du journal *Aujourd'hui en France*, sous lequel figure une brève liste mentionnant «les crimes de la coalition en France».

Marc-Edouard Nabe «choisi» pour transmettre le message

C'est l'écrivain français Marc-Edouard Nabe, qui estimait notamment que le projet de Daesh allait «naturellement dans le sens de l'histoire» dans sa revue *Patience* en 2014, qui a relayé sur son compte [Twitter](#) des captures d'écrans de la lettre de menace.

Celles-ci sont accompagnées d'un mail qu'il affirme, image à l'appui, avoir reçu le soir du 30 mai 2017 de la part d'un certain Abou Mahdi al Roumi, se présentant comme «porte-parole des soldats du califat en France».

«Vous avez le mérite d'avoir dit la vérité aux Français en

condamnant les agissements de vos dirigeants qui mènent une politique impérialiste et une guerre injuste contre le Monde musulman», peut-on lire dans le courriel, qui précise que l'écrivain a été «choisi» pour avertir les siens.

«Ce message a été envoyé au gouvernement français, à tous les grands médias, groupes et associations [...] Inutile de prévenir la police car nous leur avons déjà envoyé notre message...», peut-on encore lire dans le mail, accompagné d'un lien de téléchargement vers l'ultimatum.

Dans l'immédiat, Marc-Edouard Nabe n'était pas joignable. L'authenticité des documents, elle, n'a pour l'heure pu être vérifiée.